

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS

AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

J

Communiqué de presse n° 53 (F)

19–20 septembre 2006

Déclaration finale de M. **BHARRAT JAGDEO**,
Président des Conseils des gouverneurs et Gouverneur du Fonds et de la Banque pour le
GUYANA,
à la séance de clôture

**Déclaration finale de M. BHARRAT JAGDEO,
Président des Conseils des gouverneurs et Gouverneur du Fonds et de la Banque
pour le GUYANA,
à la séance de clôture**

**Singapour
20 septembre 2006**

Mesdames et Messieurs,

Notre Assemblée annuelle à Singapour a été exhaustive et productive. Permettez-moi de passer en revue les points qui ont en particulier marqué nos débats.

Premièrement, on se souviendra de cette Assemblée en raison des nombreuses décisions importantes qui y ont été prises, et avant tout de l'accord auquel nous sommes parvenus sur une réforme globale, étalée sur deux ans, des quotes-parts et des voix des États membres au FMI. Grâce à cette réforme, des progrès significatifs seront réalisés en vue de recentrer les quotes-parts sur les positions relatives des États membres dans l'économie mondiale et de renforcer la participation et la voix des pays à faible revenu au FMI.

Deuxièmement, au niveau mondial, même si l'expansion continue d'être vigoureuse et largement répartie, il est nécessaire d'être prêt à affronter un environnement plus difficile, qui sera peut-être caractérisé par une inflation plus forte et une liquidité plus resserrée. En outre, il est crucial de réduire les déséquilibres tout en soutenant la croissance. À cet égard, nous avons demandé que soient engagées à temps des actions durables afin de corriger ces déséquilibres de façon ordonnée. La consultation multilatérale menée par le FMI est l'instrument qui permet de suivre une approche conjointe fondée sur la concertation.

Nous avons souligné l'importance d'une libéralisation multilatérale des échanges pour renforcer les bases de la croissance mondiale. Nous avons donc invité tous les pays membres de l'OMC à rester attachés au système régulé d'échanges multilatéraux, à ne pas recourir au protectionnisme et à préserver les acquis. Il nous a été rappelé que le cycle de négociations de Doha porte sur le développement et qu'à ce titre, la priorité doit être donnée aux problèmes des pays en développement. Il est crucial que les grandes puissances commerciales prennent l'initiative de relancer les négociations. En outre, nous avons demandé au FMI et à la Banque de poursuivre leur plaidoyer mondial en faveur du commerce international et du développement et de promouvoir l'intégration du commerce mondial dans les programmes des pays.

Troisièmement, nous avons apporté notre soutien aux efforts que déploient le FMI et la Banque pour aider davantage les pays membres émergents ou à revenu intermédiaire. Il est important de mettre les marchés financiers et des capitaux au cœur des travaux des deux institutions. Il faudrait que le nouvel instrument du FMI destiné à offrir des liquidités aux pays émergents actifs sur les marchés internationaux des capitaux soit conçu rapidement.

Nous avons également soutenu la Banque mondiale dans l'accomplissement de sa mission visant à éradiquer la pauvreté dans les pays à revenu intermédiaire, où vivent 70 % des pauvres du monde. Ses propositions en vue d'améliorer et d'assouplir ses stratégies de partenariat avec les pays, de réduire le coût du recours à ses services et de concevoir de nouvelles solutions pour aider les pays à faire face aux chocs extérieurs vont dans le bon sens.

Quatrièmement, nous avons exhorté le FMI et la Banque mondiale à accroître l'efficacité de leurs travaux dans les pays à faible revenu en les axant essentiellement sur une croissance durable et les domaines macroéconomiques cruciaux pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Nous avons souligné combien il est important d'aider les pays à recueillir les bienfaits d'une aide accrue et d'un allègement de dette et à éviter tout nouvel endettement non viable. Les engagements pris au niveau international pour améliorer l'efficacité de l'aide doivent se traduire par des actions concrètes

Enfin, nous avons fait ressortir que les mesures visant à promouvoir la bonne gouvernance et à lutter contre la corruption sont essentielles pour assurer le succès du développement et de la lutte contre la pauvreté et pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Nous avons encouragé la Banque mondiale à aider les pays à améliorer la prestation des services aux pauvres, à œuvrer pour une croissance tirée par le secteur privé et à s'attaquer efficacement à la corruption, notant que les gouvernements sont les partenaires clés de la Banque dans la promotion de la bonne gouvernance et les programmes de lutte contre la corruption.

Cela a été un honneur pour moi de présider l'Assemblée annuelle 2006 des Conseils des gouverneurs du Fonds monétaire international et du Groupe de la Banque mondiale. Permettez-moi, en conclusion, de vous remercier de votre soutien et de votre collaboration. Je crois que nous avons obtenu beaucoup de résultats durant cette Assemblée. Je remercie M. de Rato et M. Wolfowitz pour l'impulsion qu'ils ont su donner aux institutions de Bretton Woods, ainsi que les services de ces deux organisations pour le travail considérable qu'ils accomplissent. Je rends aussi hommage à M^{me} Krueger, qui vient de quitter son poste de Première Directrice générale adjointe, pour la compétence et le dévouement avec lesquels elle a rempli son mandat.

Je remercie également M. Anjaria et M. Ofosu-Amaah, ainsi que les services du Secrétariat conjoint pour l'excellente organisation de l'Assemblée. Je remercie en particulier M^{me} Patricia Davies qui prend sa retraite après des années passées à la tête de l'équipe du Secrétariat qui organise les assemblées. Je remercie aussi le gouvernement de Singapour et les Singapouriens pour leur chaleureuse hospitalité.

Enfin, permettez-moi d'accueillir et de féliciter le Ministre des finances de l'Algérie qui me succédera comme Président de l'Assemblée annuelle.

Le moment est venu de conclure l'Assemblée annuelle 2006. Je vous souhaite un bon retour et j'espère vous revoir tous l'an prochain à Washington.